

# Environnement mondial

Protection de la nature/Gestion de l'environnement (lutte contre la pollution)/Eau, prévention des catastrophes



Formation à la lutte contre l'érosion du sol s'adressant aux habitants des zones rurales (projet communautaire de développement forestier intégré au Sénégal)

## Vue d'ensemble du secteur de l'environnement mondial

### Tendances de la coopération en matière d'environnement

Lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED) organisée à Rio de Janeiro en 1992, la gravité des problèmes environnementaux a été largement reconnue par les pays présents. Le plan d'action adopté pendant la conférence, l'Action 21, a servi de lignes directrices pour l'approche des problèmes mondiaux liés à l'environnement, et la promotion d'un développement durable a été identifiée comme objectif mondial commun. La session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies (UNGASS) s'est tenue en juin 1997, cinq ans plus tard, pour vérifier l'état de mise en œuvre de l'Action 21. En septembre 2000, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) adoptés lors du sommet du Millénaire, appelaient à « assurer un environnement durable ».

Dans le domaine de la prévention des catastrophes naturelles, conformément au principe directeur suivant lequel les sociétés capables de résister à ce type de catastrophes parviennent plus facilement à instaurer une croissance économique durable, la « stratégie et le plan d'action de Yokohama pour un monde plus sûr » ont été adoptés lors de la première conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, qui s'est tenue à Yokohama en mai 1994. En janvier 2005, une deuxième conférence a eu lieu à Kobe pour examiner les progrès accomplis pendant la première décennie dans l'application de la stratégie et du plan d'action de Yokohama, et pour définir une nouvelle stratégie.

Au Japon, les problèmes environnementaux des pays en développement sont considérés comme des questions importantes ayant de graves répercussions non seulement sur ces pays, mais aussi sur la communauté internationale. Ainsi, l'APD a depuis toujours privilégié la protection de l'environnement. Lors de la CNUED, le gouvernement japonais a annoncé qu'il porterait de 900 à 1 000 milliards JPY la part de son APD consacrée à l'environnement au cours des cinq années suivantes. Il a ensuite annoncé l'initiative de Kyoto (destinée à aider les pays en développement à lutter contre le réchauffement planétaire) lors de la troisième conférence des parties (CdP-3) à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCC) en décembre 1997. Le plan à moyen terme sur l'APD publié en août 1999 définit par ailleurs la protection de l'environnement comme un enjeu majeur et préconise de promouvoir de façon proactive l'initiative de Kyoto et d'accorder une plus grande attention à l'environnement dans la mise en œuvre de l'aide.

En septembre 2002, le gouvernement japonais a annoncé l'initiative pour la conservation de l'environnement en faveur du développement durable (EcoSD) lors du sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg, désignant comme domaines prioritaires : (1) les efforts pour lutter contre le réchauffement de la planète ; (2) la lutte contre la pollution ; (3) les questions liées à l'eau douce ; et (4) la protection de la nature. Lors de la deuxième conférence sur la prévention des catastrophes naturelles en janvier 2005, le gouvernement japonais a indiqué qu'il s'engageait à apporter son aide dans ce domaine à différents stades : prévention, secours d'urgence, puis reconstruction et réhabilitation ultérieures. Le recours à des techniques éprouvées de prévention des catastrophes naturelles élaborées par le Japon grâce à ses expériences passées a également été évoqué à cette occasion.

### Actions de la JICA

La JICA a mis en œuvre des plans concrets dans le domaine de l'environnement, en s'appuyant sur les principes de base et les plans d'action cités précédemment. Toutefois, ses efforts antérieurs en matière d'aide revêtaient des formes diverses et faisaient appel à plusieurs secteurs.

Le 1<sup>er</sup> avril 2004, la JICA a créé le Département de l'environnement mondial, en vue d'établir un système permettant d'avoir en permanence une action efficace et productive, de l'identification des problèmes à la formulation et à la mise en œuvre de projets, de façon à pouvoir traiter les problèmes complexes des pays en développement. Élaborées en 1990, puis révisées et reformulées en mars 2004, les *Lignes directrices relatives aux considérations environnementales et sociales* s'appliquent à tous les projets.

Récemment, la protection de la biodiversité, la lutte contre la désertification et la lutte contre le réchauffement de la planète, la lutte contre les pluies acides, les mesures de prévention contre les séismes et d'autres catastrophes sont devenues des questions essentielles. Face à ces problèmes environnementaux complexes, la JICA déploie d'importantes activités de coopération selon une approche classique s'articulant autour de (1) la protection de la nature ; (2) la gestion de l'environnement (lutte contre la pollution) ; et (3) la problématique de l'eau et la prévention des catastrophes naturelles. Parallèlement, elle développe son savoir-faire en matière de protection de l'environnement à l'échelle mondiale, pour pouvoir élaborer et mettre en œuvre des méthodes d'aide efficaces.

## Protection de la nature

### Situation générale

Les sociétés humaines ont pu se développer grâce à la variété des richesses de la nature : forêts, lacs, marais, mers et océans, etc. Mais depuis quelques années, l'environnement naturel s'est détérioré rapidement en raison de l'utilisation excessive de ces ressources, ce qui menace les bases mêmes de l'existence des

générations futures. Couplée à la pauvreté et à la famine, cette dégradation du milieu naturel s'est parfois soldée par de graves problèmes sociaux et par des conflits régionaux. Il est donc essentiel de développer une relation plus équilibrée entre les êtres humains et la nature, afin de parvenir à une société vivant en harmonie avec son environnement.

**Actions de la JICA**

La JICA considère la protection de la nature comme un domaine important de la coopération internationale. Elle s'est engagée activement dans ce sens, afin de trouver l'harmonie entre l'environnement et les activités humaines. Pour parvenir à cet objectif, il importe d'appréhender la nature de manière à la fois scientifique et empirique (compréhension), de développer des compétences techniques et un système d'utilisation des ressources qui empêchent la dégradation de l'environnement (protection) et de permettre l'utilisation durable de ces ressources par la société (utilisation).

La JICA déploie une large palette d'activités pour aider les pays en développement dans ce domaine : amélioration des capacités d'étude et de recherche, renforcement de la prise de conscience au niveau communautaire, amélioration des politiques et des institutions, mise au point de technologies adaptées, renforcement des capacités de gestion des institutions chargées de protéger l'environnement, développement des communautés existantes en harmonie avec l'environnement, etc.

La JICA accorde une importance toute particulière aux activités destinées à favoriser la compréhension et la participation des différents acteurs, et notamment de la population locale. La protection du milieu naturel n'est pas l'affaire du seul gouvernement : la compréhension des intéressés, et notamment

des résidents locaux, ainsi que leur participation à des activités de protection, sont essentielles. La JICA s'emploie à renforcer les capacités administratives des communautés et à encourager leur participation, dans le but d'établir un système qui permette de protéger l'environnement naturel régional en concertation avec tous les acteurs concernés.

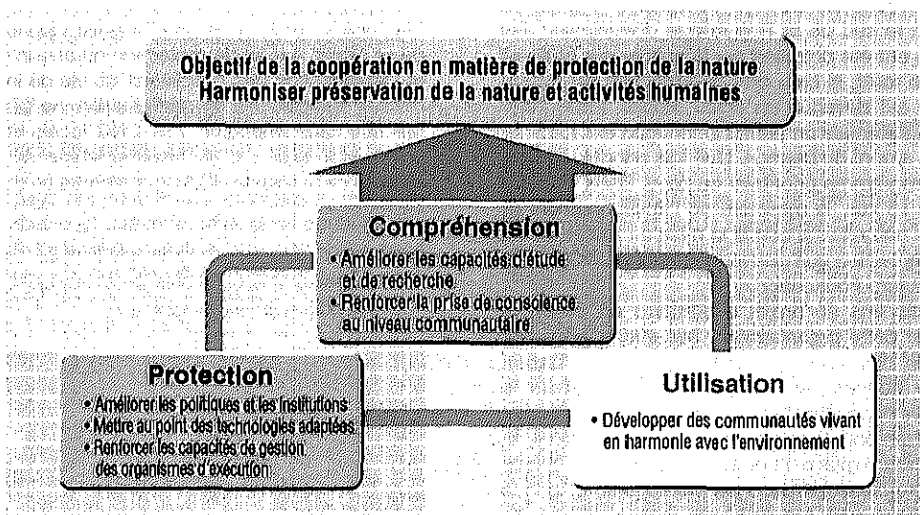
**Trois priorités**

Afin de participer à la protection du milieu naturel de manière stratégique, la JICA apporte une aide obéissant à trois priorités (figures 3-6 et 3-7).

La première priorité est l'utilisation durable des ressources naturelles. Dans les régions où la population surexploite ces ressources pour pouvoir vivre, détériorant ainsi son environnement naturel, la JICA assure une coopération axée sur l'amélioration des revenus et des conditions de vie des résidents et sur la protection du milieu naturel.

Dans les régions concernées, les individus sont tributaires des ressources naturelles pour leur survie. Il est par conséquent indispensable de favoriser l'utilisation durable de celles-ci, et non leur épuisement, pour protéger la vie de ces populations. La JICA s'emploie donc à renforcer les capacités des individus à gérer les ressources naturelles et à développer un système leur permettant d'en optimiser l'utilisation, de façon à ce qu'ils

**Figure 3-6** Concept de coopération de la JICA relatif à la protection de la nature



**Figure 3-7** Trois priorités et activités principales

- (1) Utilisation durable des ressources naturelles**

  - Utilisation durable des ressources naturelles par les communautés : soutien à l'amélioration des moyens d'existence de la population, appui au renforcement des capacités de gestion des ressources naturelles
  - Aménagement forestier durable : étude sur les ressources forestières, appui à l'élaboration de plans d'aménagement forestier
- (2) Protection de la biodiversité**

Développement des systèmes de données sur la nature, développement d'un système de gestion des réserves, éducation à l'environnement, aide à la création de sources de revenus alternatives comme l'écotourisme, traitement des déchets et des eaux contaminées
- (3) Restauration des terres dégradées**

Étude sur les causes et sur l'état actuel de la dégradation des terres, appui à l'élaboration de plans d'utilisation des terres, mise au point et diffusion de technologies de réhabilitation

puissent continuer à profiter de ces ressources tout en en assurant eux-mêmes la préservation. De plus, pour permettre aux pays en développement de planifier et de mettre en œuvre une gestion durable des ressources naturelles que sont les forêts, la JICA contribue à la réalisation d'études sur les ressources forestières et à l'élaboration de plans d'aménagement forestier ; l'objectif est de concilier capacité d'aménagement forestier et protection des forêts. Ces dernières années, l'Agence s'est intéressée plus particulièrement au rôle des forêts dans la fixation du carbone.

La deuxième priorité est la protection de la biodiversité. Dans les régions possédant une grande biodiversité et une nature encore intacte, la JICA mène des activités portant sur la collecte de données relatives au milieu naturel (afin de dresser un bilan précis de la situation), le développement d'un système de gestion des réserves, l'éducation à l'environnement, le traitement des déchets solides et des eaux contaminées, et le soutien à des activités génératrices de revenus qui respectent l'environnement (comme l'écotourisme). Toutes ces activités sont conçues pour préserver ce bien précieux qu'est la nature, et améliorer les revenus des individus qui y vivent.

La troisième priorité est la restauration des terres dégradées. Dans les régions où la destruction du milieu naturel a été accélérée par la surexploitation pastorale, agricole ou forestière,

des problèmes comme l'érosion des sols et la désertification se font jour, rendant plus difficiles les conditions de vie de la population. L'aide de la JICA dans ces régions se concentre sur la mise au point de technologies adaptées de restauration des sols et sur l'instauration d'un système d'entretien et de gestion visant à restaurer l'environnement naturel, dont la population tire ses moyens d'existence.



Reboisement d'une mangrove par un groupe de résidents (étude sur la gestion intégrée de la mangrove s'appuyant sur la participation communautaire dans le delta d'Ayeyawady au Myanmar)

### Projet de gestion durable du bassin hydrographique dans la zone en amont du barrage de Sabana Yegua en République dominicaine

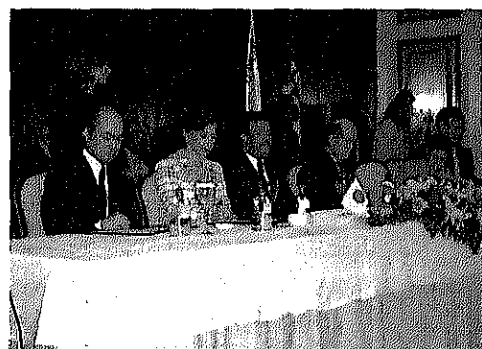
### ÉTUDE DE CAS

Dans les environs du barrage de Sabana Yegua, qui alimente en eau le sud de la République dominicaine, les forêts naturelles ont été détruites par la culture sur brûlis et les incendies de forêt, si bien que la protection du bassin hydrographique est devenue un enjeu crucial. Entre 2000 et 2002, la JICA a formulé un plan d'aménagement forestier dans la zone en amont du barrage. Une fois adopté, ce plan est devenu le programme prioritaire du pays. Dans le cadre d'un contrat de 15 ans, le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles a confié la mise en œuvre de ce projet à une organisation non gouvernementale (ONG) locale baptisée « Sur Futuro Foundation ».

Pendant trois ans (le projet a démarré en 2006), la JICA va soutenir cette organisation ; ses efforts porteront sur la promotion des activités d'aménagement du bassin hydrographique menées par la population locale et sur le renforcement des capacités de l'ONG en gestion de projets. En étroite collaboration avec les communautés locales, la JICA appuie la mise en place d'une agriculture irriguée simple et de projets agroforestiers\* dans les montagnes. L'Agence a passé un accord avec les résidents locaux pour qu'ils plantent des arbres au lieu de pratiquer la culture sur brûlis ; elle entend ainsi créer des conditions permettant à la fois l'amélioration de leurs moyens d'existence et la restauration des forêts. Par ailleurs, il est prévu que l'organisation perçoive et gère une partie du produit de l'agriculture irriguée pour financer la future extension de ses activités. Notre objectif est de faire en sorte que les résidents locaux puissent mener de leur propre chef des activités visant à protéger les forêts et à accroître leurs revenus.

Pour pouvoir exploiter le savoir-faire du secteur privé, l'Agence a confié à un groupe privé japonais la réalisation de ce projet. Axé sur la protection du bassin hydrographique et l'amélioration des conditions de vie de la population, ce dernier s'appuie sur la participation de plusieurs acteurs, tels que l'administration, une ONG locale et une entreprise privée japonaise ; c'est l'exemple-type de la coopération mise en œuvre par la JICA pour prendre en compte différents enjeux.

\* Système d'utilisation des terres intégrant sur une même parcelle des essences vivaces (arbres, arbustes, bambous, vignes) aux cultures ou à la production animale.



La participation du président Leonel Fernandez (au centre) à la cérémonie de signature du projet témoigne de l'importance de celui-ci sur le plan national.

## Gestion de l'environnement (lutte contre la pollution)

### Situation générale

Nul n'ignore plus que les problèmes de pollution (de l'air et de l'eau) et d'élimination des déchets solides dus à la mondialisation et à la croissance dans les pays en développement ont des effets néfastes sur la santé et les conditions de vie dans ces pays. Il existe désormais un sens aigu de l'urgence de la situation face aux problèmes environnementaux transfrontières, comme le

réchauffement de la planète et les pluies acides, qui conduit de nombreux pays en développement à ratifier des traités multilatéraux sur l'environnement.

De leur propre initiative, ces pays ont préconisé des solutions à ces problèmes, en mettant en place des ministères de l'Environnement ou des institutions similaires et en actualisant la législation afférente. Les problèmes écologiques constituent toutefois un domaine

relativement nouveau, auquel on ne s'est pas intéressé de manière satisfaisante par manque d'expérience, de personnel et de ressources financières. Il est inutile d'attendre que les écosystèmes mondiaux et la santé des populations soient gravement endommagés pour adopter des mesures. Des actions conformes au cadre international fondé sur le principe de précaution s'avèrent donc indispensables.

## Actions de la JICA

S'inspirant de *Notre avenir à tous*\*1 publié en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement et de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED), organisée à Rio de Janeiro en 1992, la JICA a renforcé son action en matière de gestion environnementale (lutte contre la pollution). Les questions environnementales étant multiples et faisant intervenir de nombreux facteurs et protagonistes, il n'est pas possible de les résoudre à brève échéance. C'est pourquoi la JICA met en œuvre des projets de coopération destinés à renforcer les capacités des pays en développement à faire face à ces problèmes (renforcement des capacités), de sorte que les populations de ces pays et les organismes concernés puissent les résoudre de manière autonome et durable. La JICA s'attache à fournir une coopération progressive, adaptée à l'état de développement des pays partenaires, à proposer divers types de participation et à mettre en place des capacités de gestion environnementales fondées sur les moyens scientifiques et techniques de protection de l'environnement. En soutien aux centres pour l'environnement qui jouent un rôle clé en matière d'analyses environnementales et de formation des ressources humaines dans les différents pays, une coopération Sud-Sud est assurée pour diffuser efficacement les résultats de la coopération

auprès des pays voisins et encourager l'aide transfrontière pour les questions d'environnement.

Les mesures spécifiques mises en œuvre par la JICA sont les suivantes :

- 1) **Soutien aux centres pour l'environnement** : la JICA apporte un soutien indirect aux pays en développement par le biais de ces centres et d'institutions analogues ; elle les aide ainsi à diffuser l'expertise nécessaire à la réalisation d'analyses et à la mise en œuvre de mesures environnementales à l'échelle nationale.
- 2) **Lutte contre la pollution atmosphérique** : la JICA contribue au renforcement des capacités de surveillance de l'environnement et de planification de mesures préventives.
- 3) **Lutte contre la pollution de l'eau** : la JICA contribue à la mise en place de mesures préventives contre la pollution des cours d'eau, des lacs, des mers et des océans.
- 4) **Élimination des déchets solides** : la JICA contribue à la mise en place de mesures liées à la collecte, au transport, aux 3R (réduction, réutilisation, recyclage) des déchets domestiques et industriels.
- 5) **Réchauffement de la planète** : la JICA soutient l'établissement d'une plate-forme pour les systèmes de surveillance du réchauffement global, associant notamment les autorités nationales désignées (AND)\*2 et d'autres organismes compétents appelés à jouer un rôle charnière dans la lutte contre ce phénomène.
- 6) **Lutte contre les pluies acides** : la JICA participe à la formation du personnel requis pour le fonctionnement du Réseau de surveillance des dépôts acides en Asie de l'Est (EANET)\*3.

## Projet d'amélioration de la gestion environnementale au niveau régional dans la république arabe d'Égypte

### ÉTUDE DE CAS

En Égypte, pays qui connaît une croissance rapide de sa population urbaine et une industrialisation accélérée, la contamination de l'eau et la pollution atmosphérique dans les zones urbaines, qui ont des effets néfastes sur la santé des habitants, sont devenus des problèmes urgents. Dans le même temps, le tourisme montre des signes de déclin. Les problèmes les plus préoccupants sont la pollution atmosphérique dans la zone métropolitaine du Grand Caire où se concentre une forte population, et la pollution des eaux du canal de Suez et du littoral de la mer Rouge. La pollution atmosphérique de la région métropolitaine du Caire serait due aux gaz d'échappement des véhicules automobiles et aux émissions des usines, ainsi qu'aux fumées produites par la culture sur brûlis pratiquée dans les zones rurales. Quant à la pollution des eaux du canal de Suez, on l'attribue aux marées noires et aux rejets et fuites d'hydrocarbures provenant des bateaux qui empruntent ce passage ou des installations pétrolières qui y sont implantées.

L'Agence égyptienne de l'environnement a pris des mesures pour contrôler les sources de pollution via des activités de suivi-évaluation et d'inspections in situ dans les usines polluantes. Toutefois, pour prendre en compte des problèmes de pollution imputables à des sources multiples, il est indispensable de pouvoir préconiser des mesures s'appuyant sur des données scientifiques précises. En conséquence, la JICA a lancé en novembre 2005 un projet triennal conçu pour ouvrir la voie à la résolution de problèmes de pollution environnementale complexes.

Dans ce domaine, il est essentiel que les autorités compétentes et les administrations locales, les entreprises et les usines, les opérateurs maritimes et la population comprennent les enjeux et l'importance des mesures adoptées, et qu'ils agissent de concert. C'est pourquoi la JICA a scindé son projet en deux volets ; l'un porte sur le développement des capacités de l'Agence de

l'environnement, l'autre sur la formation des opérateurs économiques et sur la sensibilisation du public. La JICA a décidé de prendre en charge le premier volet et de laisser l'Égypte s'occuper du second, afin que ce pays puisse en acquérir la responsabilité et la maîtrise. S'agissant du premier volet, la JICA apporte un appui au développement des capacités des responsables des administrations, afin qu'ils puissent gérer, analyser et évaluer avec précision les données recueillies lors des activités de suivi, et s'en servir pour émettre des recommandations judicieuses. En ce qui concerne le deuxième volet, la JICA s'emploie à sensibiliser les différents acteurs. Cette série d'activités est réalisée dans les villes du Caire, d'Alexandrie et de Suez ; l'expérience acquise sera appliquée et diffusée dans d'autres zones urbaines en Égypte.



Ce complexe pétrochimique (à l'arrière-plan) est considéré comme l'un des pollueurs du canal de Suez ; ce projet comporte également des mesures de lutte contre les rejets d'hydrocarbures dans le canal.

<sup>1</sup> Notre avenir à tous ou Rapport Brundtland du nom de la présidente de la commission, la Norvégienne Gro Harlem Brundtland, détermine la politique nécessaire pour parvenir à un « développement durable ». Le rapport définit ainsi le concept : « Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. » Depuis 1987, date de la publication de ce rapport par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, l'expression « développement durable » et son concept se sont répandus dans le monde entier.

<sup>2</sup> Les Autorités nationales désignées (AND) sont des entités publiques dont l'établissement a été stipulé par les accords de Marrakech, lesquels définissent les modalités d'application du protocole de Kyoto. Un projet relevant du mécanisme de développement propre (MDP) nécessite l'approbation de l'AND concernée.

<sup>3</sup> Le Réseau de surveillance des dépôts acides en Asie de l'Est (EANET), créé en janvier 2001 sous l'impulsion du Japon, rassemble 13 pays de la région. Il mène des activités de suivi, d'évaluation des données et d'assurance qualité/contrôle qualité destinées à renforcer le réseau de surveillance des pluies acides.

## Eau, prévention des catastrophes naturelles

### Situation générale

La pénurie d'eau, la pollution de l'eau, les inondations et autres problèmes liés aux ressources hydrologiques sont de plus en plus graves et diversifiés, suite à certaines évolutions planétaires comme l'accélération de la croissance démographique et du développement économique. Actuellement, un tiers de la population mondiale souffre du manque d'eau et plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau de boisson salubre. Toutes les huit secondes, un enfant meurt d'une infection d'origine hydrique, et la pollution de l'eau serait responsable de 80 % des maladies dans les pays en développement. De nombreux problèmes sont d'ailleurs liés aux ressources hydriques, notamment les dégâts causés par les inondations et la détérioration du milieu aquatique imputable à une utilisation irresponsable de l'eau et à un traitement inadéquat des eaux usées. Divers problèmes liés à l'eau sont considérés comme des enjeux de portée mondiale prioritaires, et les initiatives à l'échelle

planétaire se sont intensifiées pour répondre à la dégradation de la situation dans le domaine des ressources hydriques.

D'un autre côté, diverses catastrophes surviennent tous les jours de par le monde. Dans les pays en développement, où l'infrastructure sociale est insuffisamment développée, ces catastrophes ont un impact direct sur les moyens de subsistance des individus, ce qui aggrave leur pauvreté. Par le passé, le soutien en matière de prévention des catastrophes naturelles était axé sur le renforcement des structures matérielles. Récemment, une approche combinée intégrant des mesures autres que matérielles s'est imposée. La JICA contribue à la prévention au niveau communautaire ; elle se concentre sur les activités menées par les populations locales et sur le renforcement de leur capacité à faire face aux catastrophes naturelles.

### Actions de la JICA

Parallèlement au troisième forum mondial de l'eau en 2003,

## Le quatrième forum mondial de l'eau Actions locales pour un défi mondial

### Forum mondial triennal consacré à l'eau

Le quatrième forum mondial de l'eau s'est tenu à Mexico en mars 2006. Cette conférence internationale consacrée aux problématiques de l'eau à l'échelle planétaire a lieu tous les trois ans. Elle se déroule pendant une semaine autour du 22 mars, qui est la Journée mondiale de l'eau. Ce quatrième forum a rassemblé pas moins de 19 800 participants – représentants officiels et délégués de gouvernements, d'organisations internationales, d'entreprises privées, d'ONG, d'instituts de recherche, etc. – en provenance de 149 pays.

« Actions locales pour un défi mondial » était le thème central de ce forum. Les différents pays sont venus y présenter les activités menées en s'appuyant sur les recommandations émises lors du troisième forum mondial de l'eau, qui s'était tenu au Japon en 2003. Chaque forum s'articule notamment autour de débats et de discussions, de tables rondes ministérielles et d'une exposition sur le thème de l'eau. Conjointement avec le Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales et avec l'Association internationale de l'eau (International Water Association ou IWA), la JICA a organisé une séance de discussions sur l'adéquation entre les besoins et les réalisations en matière de gestion et d'entretien des installations de distribution d'eau et d'assainissement. Lors de cette réunion, les chargés de projets des pays concernés ont présenté leurs activités au titre des projets de coopération technique de la JICA (projet de renforcement des capacités du système de distribution d'eau au Cambodge, projet sur l'eau potable et le soutien aux activités communautaires au Sénégal) et du programme de partenariat de l'Agence (projet d'amélioration de la gestion de l'approvisionnement en eau dans la ville de Mexico). La JICA disposait de son propre stand dans le Hall d'exposition pour présenter au public les efforts qu'elle met en œuvre dans le domaine de l'eau ainsi que les activités de son bureau au Mexique.

### Importance de la problématique de l'eau pour le développement durable

Voici les principales questions abordées au cours de ce quatrième forum :

- (1) Importance de la mise en place d'une gestion intégrée des ressources hydriques, qui s'étend à l'ensemble de ces ressources, y compris les eaux souterraines.
- (2) Nécessité d'entreprendre des efforts associant amélioration de l'hygiène et amélioration de l'accès à l'eau potable.
- (3) Importance d'une large participation communautaire des diverses parties prenantes à toutes les activités locales.

La JICA doit s'interroger sur la manière dont elle peut aider les pays en développement à l'avenir, tout en restant à l'écoute des évolutions mondiales.

Lors de la journée de clôture, une déclaration ministérielle a été adoptée ; elle a réaffirmé l'importance des questions liées à l'eau pour le développement durable et précisé le rôle essentiel du quatrième forum mondial de l'eau pour la promotion de futurs accords et engagements internationaux. Le cinquième forum mondial de l'eau se tiendra à Istanbul en 2009.



La JICA, le ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales et l'Association internationale de l'eau (International Water Association ou IWA) ont co-organisé une séance de discussions.

la JICA annonçait les orientations de base de sa future politique de coopération dans ce domaine. Elle a ensuite renforcé ses mesures en matière de gestion des catastrophes naturelles, après sa participation à la deuxième conférence mondiale sur la réduction des catastrophes naturelles, organisée en 2005. Sur le plan concret, quatre objectifs ont été fixés pour la problématique de l'eau et la prévention des catastrophes.

Les quatre objectifs liés au secteur de l'eau sont les suivants :

- 1) **Promouvoir une gestion intégrée des ressources hydriques :** la JICA soutient activement les systèmes de gestion intégrée qui prennent globalement en compte les multiples facettes de la problématique de l'eau (maîtrise des inondations, usages de l'eau, milieu aquatique, etc.).
- 2) **Assurer un approvisionnement efficace et durable en eau de boisson salubre :** la JICA soutient l'accès régulier à l'eau salubre pour tous.
- 3) **Améliorer la lutte contre les inondations pour limiter les pertes en vies humaines et les dégâts matériels :** l'Agence soutient la mise en œuvre de mesures adaptées à l'échelle des bassins hydrographiques tout entiers (régions amont et aval) ; il s'agit d'adopter une approche combinant aide matérielle et appui intellectuel.
- 4) **Protéger le milieu aquatique :** la JICA assure une aide visant à renforcer le cadre de protection du milieu aquatique, par l'élaboration de normes écologiques, la mise en place d'une surveillance, des mesures de contrôle des sources de pollution, des activités de sensibilisation, etc.

Les objectifs en matière de prévention des catastrophes naturelles sont les suivants :

- 1) **Intégrer la prévention des catastrophes naturelles dans le développement socioéconomique :** l'Agence agit en faveur d'un développement durable intégrant des mesures de réduction des risques existants et des mesures de prévention contre de nouveaux risques.
- 2) **Soutenir les études sur les risques de catastrophes naturelles :** la JICA apporte son concours aux activités d'identification des risques, notamment à la cartographie des risques et au partage des informations sur les risques à tous les niveaux. Elle s'appuie pour ce faire sur la technologie du Japon, pays pionnier en matière de prévention des catastrophes.
- 3) **Appuyer la planification relative à la prévention intégrée des catastrophes naturelles :** la JICA contribue à la formulation d'un plan (directeur) de prévention intégrée des catastrophes, axé sur l'identification des risques, le renforcement du système de prévention et des capacités administratives, l'adaptation des systèmes juridiques afférents, le renforcement de la sensibilisation à ces questions, le renforcement des capacités permettant d'affronter les catastrophes et la formulation des plans d'action correspondants.
- 4) **Soutenir les activités d'information et d'éducation des populations locales dans une perspective de sécurité humaine :** la JICA soutient les activités servant directement à renforcer les capacités de la communauté et des individus en matière de prévention des catastrophes, ainsi que les actions coordonnées de l'administration, des communautés et des individus dans ce domaine.

## Sur le Terrain Turquie

### Projet de réduction des risques de catastrophes naturelles

#### Appui à l'amélioration des capacités administratives d'intervention en cas de catastrophe et au renforcement du système de prévention des catastrophes

##### Élaboration d'un programme de formation propre à la Turquie

Deux séismes d'une magnitude de 7 sur l'échelle de Richter ont secoué la Turquie en 1999, provoquant la mort de plus de 25 000 personnes. Ces catastrophes ayant occasionné des dégâts beaucoup plus importants que prévu, les organismes gouvernementaux ont été incapables d'y faire face de manière adéquate. Tirant les enseignements de cette expérience, le gouvernement turc s'est employé à améliorer les capacités d'intervention de l'administration et à développer le système de prévention des catastrophes.

La JICA contribue depuis 2001 au développement des capacités des administrateurs en matière de prévention des catastrophes, en concertation avec le ministère turc de l'Intérieur. En 2001 et 2002, la préfecture du Hyogo a accueilli des gouverneurs et sous-gouverneurs turcs, chargés de la prévention des catastrophes dans leur pays au niveau respectivement des provinces et des districts. Ces responsables ont suivi une formation centrée sur les mesures de reconstruction et de réhabilitation à mettre en œuvre après le grand tremblement de terre de Hanshin-Awaji. La Turquie a pu mesurer l'importance

de la formation de ses administrateurs en matière de prévention des catastrophes. Sous la houlette des participants de retour dans leur pays, et en collaboration avec le bureau de la JICA sur place, la Turquie a mis sur pied son propre programme de formation. En 2003 et 2004, le projet de formation à la gestion des catastrophes a été mis en œuvre à l'intention des gouverneurs et sous-gouverneurs, sous l'égide du ministère turc de l'Intérieur ; au total, ils ont été 260 à en bénéficier, ce qui représente un tiers de leur effectif total dans ce pays.

##### Formation destinée aux autorités locales

Après l'achèvement du projet, les participants à la formation ont demandé à ce qu'elle bénéficie également aux représentants des collectivités locales, qui sont les entités administratives chargées de faire réaliser les travaux de construction. En réponse à cette demande, la JICA a

lançé en 2005 son projet de réduction des risques de catastrophes, axé sur la formation des maires et des responsables de l'urbanisme auprès des collectivités locales. À l'issue d'une période de six mois consacrée à la préparation du programme et à la formation des formateurs, quatre sessions de formation des maires ont été organisées à partir du 20 mars 2006. Le nombre de participants (130) a dépassé les attentes.

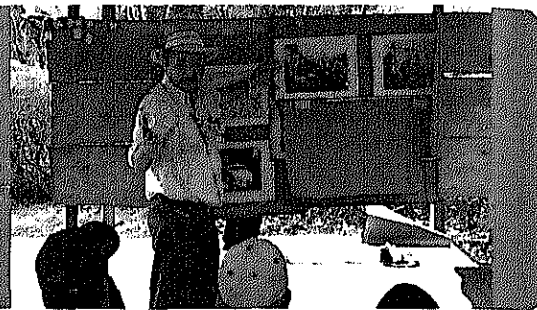
(Bureau de la JICA en Turquie)



Un pompier explique aux maires l'importance de la prévention des catastrophes.

# Développement rural

Réduction de la pauvreté/Développement agricole et rural/Pêche



Cet ancien participant à une formation au Japon présente les connaissances qu'il a acquises sur le développement rural lors d'un atelier, après son retour au Panama.

## Vue d'ensemble du secteur du développement rural

La population mondiale, qui a augmenté rapidement dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, dépasse aujourd'hui les six milliards d'individus. Selon certaines estimations, elle devrait atteindre les neuf milliards en 2050. Dans ce contexte, on redoute l'aggravation de différents problèmes, comme les pénuries alimentaires et la détérioration de l'environnement, qui sont liés à la surexploitation des ressources à l'échelle mondiale.

L'accroissement démographique étant particulièrement sensible dans les pays en développement, les conditions de vie de leurs habitants ne pourront être stabilisées que par le biais d'un développement approprié.

La plupart des habitants des pays en développement vivent dans des zones rurales, et leurs conditions de vie se détériorent suite à des problèmes comme la surexploitation des sols, le surpâturage, la déforestation et l'amenuisement des ressources hydriques qui en découle, la baisse de la productivité agricole liée à l'érosion des sols et à d'autres facteurs, et enfin l'insuffisance des services sociaux, comme les soins de santé et l'éducation de base. En outre, les disparités entre zones rurales et zones urbaines en termes de niveau de vie engendrent de nouveaux problèmes comme l'afflux de population vers les villes et l'apparition de bidonvilles.

Pour parvenir à une amélioration des conditions de vie, il faut promouvoir un développement agricole et rural global, axé sur la vie des habitants des zones rurales. Ce développement doit se faire dans le respect de l'environnement et en relation avec les zones urbaines,

si l'on souhaite pouvoir continuer à exploiter les ressources des zones rurales, disponibles en quantité limitée. De même, il convient d'aborder certains problèmes à l'échelle régionale, en s'appuyant sur la participation de tous les pays voisins concernés. Il s'agit notamment de la grippe aviaire, qui a des effets néfastes sur les revenus et la santé non seulement des agriculteurs de la région concernée, mais aussi de tout le pays et des pays voisins.

La prise en compte de ces problèmes cadre avec les actions concertées menées pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) des Nations unies. Ces objectifs s'engagent résolument pour le renforcement du soutien aux populations pauvres sous l'angle de la sécurité humaine et pour un développement plus stable de la communauté internationale.

Le développement agricole et rural mobilise lui aussi l'attention en tant que secteur prioritaire de la reconstruction rurale après les conflits. Concrètement, cela concerne des activités telles que l'approvisionnement alimentaire régulier ou l'aide à la réinstallation des réfugiés et des soldats démobilisés. Le rôle du développement agricole et rural a gagné en importance avec la focalisation récente sur la réduction de la pauvreté, la consolidation de la paix et la sécurité humaine.

Pour faire face à ces problèmes, la JICA a identifié trois secteurs – réduction de la pauvreté, développement agricole et rural, et pêche – pour lesquels elle met en œuvre des projets spécifiques.

## Réduction de la pauvreté

### Situation générale

Actuellement, on considère que 1,3 milliard de personnes vivent dans la pauvreté, ce qui correspond à un cinquième de la population mondiale et à un tiers de celle des pays en développement.

La réduction de la pauvreté, telle que la préconisent les OMD, est un objectif prioritaire commun à tous les pays du monde. « Réduire la pauvreté » ne signifie pas seulement améliorer le niveau des revenus, mais aussi créer des conditions qui permettent aux individus de mener une vie longue, saine et créative, en disposant d'une alimentation, d'un logement et de vêtements décentes. Cela signifie aussi faire en sorte que l'État et la communauté les traitent d'une manière équitable, pour qu'ils puissent participer à la vie publique en jouissant de la liberté, de la dignité et de l'estime de soi.

La pauvreté revêt de multiples facettes. Elle peut entraîner une dégradation de l'environnement, phénomène qui par ricochet peut aggraver l'état de pauvreté, amorçant ainsi un cercle vicieux. Publiées en 2001, les *Lignes directrices du CAD pour la réduction de la pauvreté* définissent celle-ci comme l'insuffisance d'opportunités économiques, humaines, politiques,

socioculturelles et défensives. Tout le monde s'accorde à dire, à l'échelon international, que la réduction de la pauvreté exige une approche globale, susceptible de renforcer les capacités des individus dans ces cinq domaines.

Il importe également de bien comprendre que l'absence de capacités parmi la population pauvre n'est pas la première cause de pauvreté ; les environnements défavorables aux pauvres et les structures sociales dans lesquelles les intérêts en place, la discrimination, etc. engendrent des individus socialement vulnérables, créent et entretiennent l'état de pauvreté. Pour réduire la pauvreté, il convient de créer des opportunités permettant aux pauvres de développer leur potentiel, en transformant leur environnement et en rompant le cercle vicieux évoqué plus haut.

### Actions de la JICA

#### Définition de la pauvreté et des objectifs à atteindre pour la réduire

Pour la JICA, la pauvreté est un état dans lequel les individus sont privés des opportunités d'exploiter les capacités qui leur permettraient de mener une vie normale et où ils demeurent exclus de la société et des processus de développement. La JICA

s'est fixé deux grands objectifs pour réduire la pauvreté : mettre en valeur le potentiel des pauvres, et réformer les structures sociales et institutions qui les concernent. Elle a par ailleurs identifié quatre objectifs stratégiques de développement visant à renforcer les capacités politiques, socioculturelles, économiques, humaines et défensives des individus (les mesures concernant les capacités politiques et socioculturelles ayant de nombreux points communs, elles font l'objet d'une seule et même stratégie).

- 1) Renforcer le cadre institutionnel ainsi que la planification et la mise en œuvre des mesures de réduction de la pauvreté (capacités politiques et socioculturelles)
- 2) Permettre aux pauvres de créer et de maintenir des sources de revenus (capacités économiques)
- 3) Garantir aux pauvres une qualité de vie minimale (capacités humaines)
- 4) Réduire les menaces extérieures pesant sur les pauvres et renforcer leur aptitude à résister aux chocs (capacités défensives)

Les facteurs structurels et autres à l'origine de la pauvreté, ainsi que la situation effective des pauvres sont des données diverses et complexes, qui varient d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre. C'est pourquoi la JICA formule ses politiques

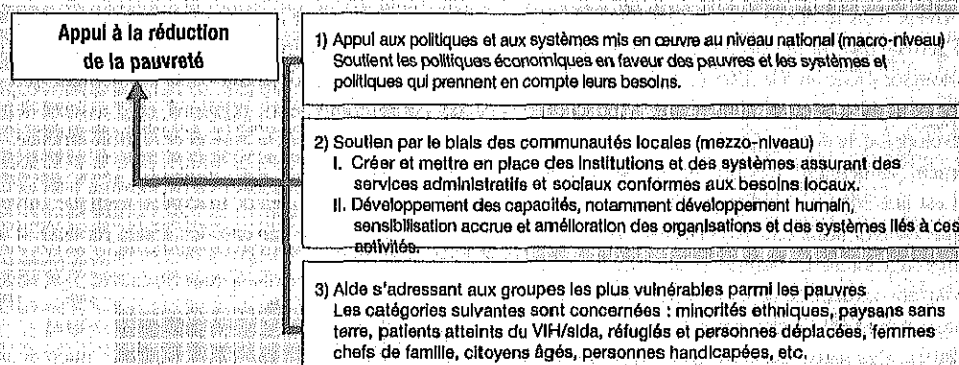
de soutien à la réduction de la pauvreté en fonction des pays et des régions considérés. Elle s'attaque aussi à ce problème en s'appuyant sur les caractéristiques propres à chaque système d'aide et en combinant différents projets de façon à créer des synergies.

### Niveaux d'aide visés en matière de réduction de la pauvreté et approche multidimensionnelle

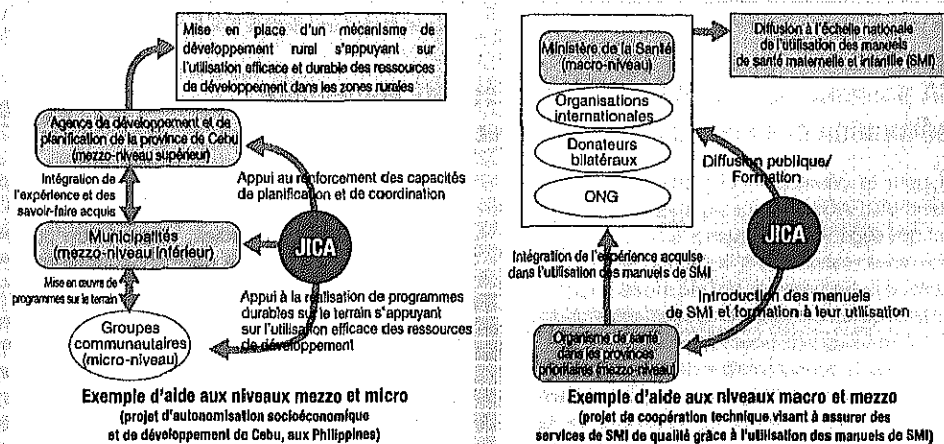
Pour réduire la pauvreté, la JICA assure une aide à trois niveaux : 1) appui aux politiques et aux systèmes mis en œuvre au niveau national (macro-niveau), 2) soutien par le biais des communautés locales (mezzo-niveau), et 3) aide bénéficiant directement aux populations pauvres (micro-niveau). L'Agence contribue ainsi efficacement au renforcement des capacités des pauvres et à l'amélioration des structures sociales, des politiques et des systèmes qui les concernent. En même temps, elle entend renforcer les capacités des pauvres en embrassant les trois niveaux : macro, mezzo et micro.

La figure 3-8 résume les trois niveaux ciblés par l'aide. Comme le montre la figure 3-9, l'approche multidimensionnelle, qui met en relation les différents niveaux ciblés par l'aide, présente davantage d'efficacité.

**Figure 3-8** Trois niveaux d'aide à la réduction de la pauvreté



**Figure 3-9** Corrélation entre les trois niveaux à travers des exemples de projets de coopération





## Projet de développement rural participatif au Bangladesh (phase 2) — ÉTUDE DE CAS

Au Bangladesh, les services gouvernementaux ne sont pas assurés efficacement auprès des habitants des zones rurales en raison du manque de coordination entre différentes organisations du secteur public et de dysfonctionnements dans les systèmes gouvernementaux, reflet de leur influence sur ces services. Pour aider le gouvernement bangladais à remédier à cette situation, la JICA déploie depuis 2005 la phase 2 du projet de développement rural participatif. Ce projet doit permettre aux résidents ruraux d'apprendre à identifier leurs problèmes et à trouver eux-mêmes des solutions, et au gouvernement d'instaurer un mécanisme visant à apporter des services répondant aux besoins des populations les plus démunies.

En conséquence, des projets de petite infrastructure – réparation de ponts dans les villages, installation de toilettes, etc. – ont été réalisés au Bangladesh grâce à l'initiative et à la participation des communautés locales. Au lieu de rester entièrement tributaires des services administratifs, les

habitants des zones rurales prennent de plus en plus souvent l'initiative d'activités au niveau de leur village. Par exemple, des élèves dont l'absence sur les bancs de l'école avait été constatée ont pu revenir en classe après des discussions approfondies entre leurs enseignants, leurs parents et le personnel du projet. Pour que les efforts de ce type puissent être étendus à d'autres communautés, la JICA apporte un appui à la formulation de politiques au niveau national, et elle assure la formation des administrateurs de terrain et des résidents locaux.

Un fonctionnaire s'entretient directement avec les représentants des groupes communautaires locaux.



## Développement agricole et rural

### Situation générale

Dans de nombreux pays en développement, plus de la moitié de la population travaille dans le secteur agricole et une grande partie des résidents ruraux vivent dans le dénuement. L'agriculture étant le principal secteur d'activité dans la plupart de ces pays, l'aide au développement agricole et rural joue un rôle déterminant dans la prise en compte de problèmes comme la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et le développement économique.

L'approvisionnement alimentaire régulier de la population (sécurité alimentaire) est une condition indispensable à la stabilité économique et politique. Dans de nombreux pays en développement, les pénuries alimentaires engendrent des famines et nuisent à la santé des individus. En provoquant des déplacements de population vers les pays voisins, ces famines perturbent l'ordre international et peuvent donner lieu à des conflits régionaux. Dans les pays importateurs de produits alimentaires, la production et l'approvisionnement alimentaires réguliers sont des questions économiques d'une extrême importance, susceptibles de limiter les sorties de devises. L'approvisionnement alimentaire régulier des pays en développement est également important pour la sécurité alimentaire du Japon.

### Actions de la JICA

En matière de développement agricole et rural, la JICA considère les deux objectifs suivants comme prioritaires : soutien à la production et à l'approvisionnement alimentaires réguliers (sécurité alimentaire) et réduction de la pauvreté (développement rural). Ces deux objectifs étant intimement liés, il est essentiel de comprendre leurs relations et d'assurer leur coordination pour mettre en œuvre une coopération efficace. Concrètement, certaines mesures sont conçues pour garantir la sécurité alimentaire aux niveaux macroéconomique (niveau national) et microéconomique (niveau des zones rurales), d'autres prennent

en compte divers aspects du développement rural au niveau microéconomique.

L'aide au développement agricole et rural a donc pour objectifs de garantir l'approvisionnement



Beaucoup d'agriculteurs cultivent du NERICA en Ouganda.

## Le riz NERICA présente des avantages pour la sécurité alimentaire et l'amélioration des revenus des agriculteurs (Afrique) — ÉTUDE DE CAS

L'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) a mis au point en 1994 un riz hybride en croisant des espèces asiatiques à haut rendement et des variétés africaines résistantes à la sécheresse et aux maladies. Par la suite, d'autres variétés ont été mises au point en partie grâce à l'aide du Japon ; elles ont reçu l'appellation collective de NERICA, nouveau riz pour l'Afrique.

Ces dernières années, la consommation de riz a augmenté sur le continent africain, passant à 23 kg par an et par habitant dans l'Afrique subsaharienne (contre 60 kg au Japon). Or, la production nationale étant incapable de répondre à cette évolution de la demande, les importations sont en hausse, ce qui pèse sur l'économie des pays concernés. De plus, les conditions naturelles empêchent l'augmentation de la production nationale : manque de terres susceptibles d'être utilisées comme rizières, problèmes liés à la sécheresse, aux nuisibles et aux maladies.

Le NERICA est un riz hybride associant les meilleures

caractéristiques de variétés asiatiques et africaines. Il offre des rendements agronomiques élevés, résiste bien à la sécheresse et aux maladies, et peut être cultivé dans les hautes terres. Il intéresse par conséquent nombre de pays d'Afrique où la sécurité alimentaire constitue un enjeu crucial. Toutefois, l'expérience et les technologies nécessaires pour sélectionner une variété de riz adaptée à chaque pays, effectuer des recherches sur les conditions de culture et mettre en œuvre des activités de diffusion sont insuffisantes.

À l'heure actuelle, les experts NERICA envoyés au Bénin et en Ouganda apportent une aide technique comprenant notamment des visites aux pays voisins. Les activités de diffusion liées au NERICA sont réalisées en concertation avec les experts agricoles et les projets mis en œuvre dans les différents pays. L'extension de la culture du NERICA est plus que souhaitable, car ce riz est à même de garantir la sécurité alimentaire et d'améliorer l'existence des agriculteurs.

alimentaire régulier des populations rurales et urbaines, de réduire la pauvreté dans les zones rurales et d'assurer le développement économique aux niveaux national et régional. En résumé, l'objectif ultime est l'éradication de la faim et de la pauvreté. Une production agricole durable est déterminante pour l'approvisionnement alimentaire régulier et la réduction de la pauvreté dans les zones rurales.

Pour réaliser ces objectifs, la JICA a identifié trois stratégies de développement.

### 1) Production agricole durable

La mise en place d'une production agricole durable est d'une importance capitale pour éradiquer la faim et, elle représente un outil privilégié pour revitaliser les activités commerciales en milieu rural, ainsi que pour stimuler le développement économique des pays concernés. C'est aussi une condition préalable à l'approvisionnement alimentaire régulier de tout le territoire, y compris des zones urbaines, et à la dynamisation des communautés rurales.

Pour parvenir à un développement agricole durable, il importe de bien cerner la situation du secteur agricole du pays au niveau macroéconomique, puis de planifier et de mettre en œuvre des politiques agricoles adaptées à cette situation. Parallèlement, il convient d'étendre l'exploitation agricole et d'accroître la productivité. Pour pouvoir faire rentrer des devises et développer l'économie en stimulant les exportations, il faut renforcer les activités connexes, et notamment améliorer le système des exportations et renforcer la compétitivité. La prise en compte de l'environnement est essentielle pour assurer la pérennité de la production agricole. Pour garantir un développement durable du secteur dans son ensemble, il est par ailleurs nécessaire d'investir dans le capital humain et de renforcer pour ce faire l'enseignement de l'agriculture et de l'agronomie au niveau des établissements secondaires, des universités et des écoles supérieures.

### 2) Approvisionnement alimentaire régulier

Garantir à tous les citoyens un approvisionnement alimentaire suffisant et régulier est l'un des objectifs majeurs du développement agricole et rural. La population rurale, qui travaille en grande partie dans l'agriculture, approvisionne en denrées alimentaires le territoire national, et notamment les zones urbaines où la concentration de population est la plus forte. Or, les résidents ruraux comptent également parmi les consommateurs de produits agricoles distribués sur le marché intérieur.

Pour assurer un approvisionnement alimentaire régulier, il faut garantir un approvisionnement suffisant au niveau macroéconomique et une distribution équitable à l'échelon microéconomique. Pour garantir le premier point, un gouvernement doit d'abord être à même d'évaluer la situation de ses administrés et le potentiel de production agricole, puis de formuler une stratégie sur la manière d'assurer la sécurité alimentaire des citoyens. Quand cette sécurité ne peut être assurée avec les denrées produites dans le pays, il faut mettre en place un système capable de remédier à la pénurie

par des importations en provenance d'autres pays. Pour le second point – parvenir à une distribution équitable –, il convient de développer un système de distribution qui couvre efficacement l'ensemble du territoire national.

### 3) Dynamisation des communautés rurales

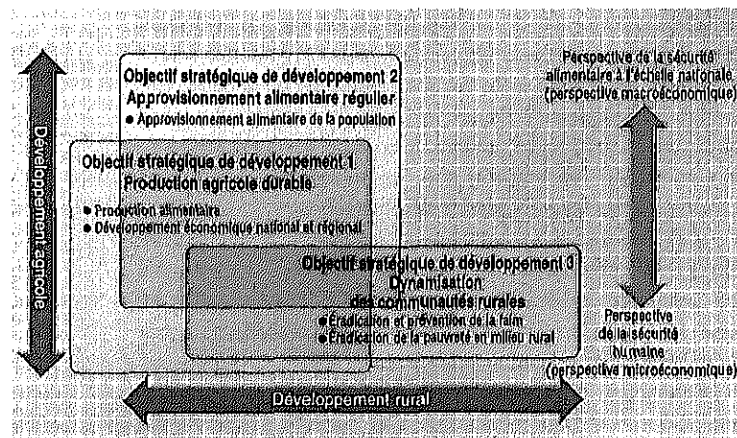
Depuis l'adoption des OMD, les activités visant à réduire la pauvreté dans les pays en développement ont retenu l'attention des médias. Les zones rurales sont au centre des programmes de développement et l'opinion publique reprend conscience de leur importance. Il est apparu en effet que la vie des résidents ruraux était déstabilisée par de nombreux facteurs : faiblesse des prix des produits agricoles imputable à des facteurs politiques, détérioration des conditions de vie et de production liée aux progrès de la désertification, et enfin, dépendance accrue à l'égard des zones urbaines, vers lesquelles affluent de plus en plus de travailleurs.

Diverses mesures s'imposent pour éradiquer la faim et la pauvreté dans les zones rurales, et redynamiser les communautés : il faut améliorer la productivité agricole, promouvoir l'utilisation et la vente des produits agricoles, diversifier les activités économiques en s'appuyant sur la production artisanale et la petite entreprise, développer les infrastructures rurales telles que les routes communautaires et l'accès sécurisé à l'eau potable. Il importe également d'aider les résidents ruraux à devenir autonomes par la mise en place de groupements, et d'améliorer leur accès à la santé et à l'éducation.

La figure 3-10 illustre la manière dont s'articulent ces trois stratégies de développement. Pour résumer : le développement agricole doit permettre d'atteindre l'objectif stratégique de développement 2 une fois que l'objectif stratégique de développement 1 a été atteint, et le développement rural doit permettre d'atteindre l'objectif stratégique de développement 3 tout en intégrant l'objectif stratégique 1.

De plus, le développement agricole et rural doit être mené de manière adaptée à la région concernée, en tenant compte de facteurs tels que l'histoire, la culture, le milieu naturel et la composition ethnique de la population.

**Figure 3-10** Objectifs stratégiques du développement agricole et rural, perspectives et finalité de la coopération



## Pêche

### Situation générale

Les ressources halieutiques sont d'importants pourvoyeurs de protéines pour l'être humain. Selon des statistiques publiées par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les populations des pays en développement sont en moyenne tributaires à près de 20 % des produits de la

pêche pour la satisfaction de leurs besoins en protéines animales. D'ici à 2050, la population mondiale devrait atteindre neuf milliards d'individus ; si nous voulons que les générations futures bénéficient d'un approvisionnement alimentaire régulier, il est dès aujourd'hui capital de gérer et d'exploiter les ressources halieutiques de manière durable. Dans le même temps, quelque

**Projet de développement agropastoral et régional d'Achacachi**

Améliorer les conditions de vie de la population indigène par le développement rural intégré

**Modifier la perception de la population en développant l'infrastructure et en apportant un appui technique**

La Constitution bolivienne reconnaît les droits des populations autochtones, mais dans les faits, les Indiens sont pauvres et socialement marginalisés. La région autour d'Achacachi, localité située sur le haut plateau andin et chef-lieu d'une des provinces du Département de La Paz (à 4 000 m d'altitude), se caractérise par des conditions naturelles difficiles ; elle est au cœur du territoire des Aymaras, un peuple autochtone qui pratique l'agriculture vivrière.

En 2000, la JICA a mis en œuvre un projet de coopération financière non remboursable intitulé « Projet de développement agricole de la région d'Achacachi » afin de développer l'infrastructure de cette région. Il s'agissait d'aider l'administration de la province à construire des centres de soutien coopératif dans six villages. La JICA a fourni un appui technique au développement agricole et rural et détaché des volontaires dans cette région. La population locale, qui bloquait fréquemment les routes pour protester contre le gouvernement, s'était enfermée dans une démarche non productive qui ne faisait qu'accroître son isolement. Grâce aux activités mises en œuvre par la JICA, cette population a compris quels avantages elle pouvait tirer d'une activité agropastorale pratiquée de manière plus productive, et elle a pris peu à peu conscience de l'importance des

services de santé et d'éducation.

**Les agriculteurs réalisent eux-mêmes certaines activités du projet**

Pour soutenir ces changements selon une approche globale et mettre en œuvre un développement rural intégré, la JICA a lancé en juillet 2005 un projet de coopération technique portant sur le développement agropastoral et régional d'Achacachi, associé à un projet d'aide financière non remboursable destiné à améliorer l'équipement pour le développement rural de La Paz. Ce projet a encouragé les résidents locaux à former des groupements et il leur a permis de mener diverses activités en collaboration avec l'administration, des organisations privées et des universités.

Dans le domaine agricole, ce projet a pour objectifs la production de gros haricots et d'aliments du bétail, l'accroissement de la production de produits laitiers et l'amélioration des techniques d'hygiène vétérinaire. Dans le domaine de la formation professionnelle, il doit permettre à tous les habitants de la région concernée, indépendamment de leur âge et de leur sexe, d'acquies des compétences en informatique, en confection de vêtements et en tissage. De plus, les institutions médicales des zones

urbaines collaborent à ce projet : des praticiens se rendent dans les centres de soutien coopératif et dans les villages pour effectuer des contrôles dentaires et dispenser des conseils en matière de santé et d'hygiène. Ils effectuent aussi des visites à domicile. La région affichant un faible taux d'alphabétisation, les ateliers nécessitent la présence de techniciens d'ONG et de l'administration provinciale. Cela dit, les agriculteurs locaux assurent l'évaluation et l'analyse des activités qu'ils mènent au titre du projet, et ce sont eux qui formulent les plans. Grâce à ces activités, la JICA soutient directement les efforts de réduction de la pauvreté dans la région d'Achacachi, et contribue ainsi à la stabilité de l'ensemble de la société bolivienne.

(Bureau de la JICA en Bolivie)



La vente des produits laitiers est une activité appréciée et elle a permis aux agricultrices d'accroître leurs revenus.

180 millions de personnes dans le monde travaillent dans le secteur de la pêche ; cette activité est donc très importante non seulement pour l'approvisionnement alimentaire, mais aussi comme source d'emplois, de revenus et de devises. L'industrie de la pêche voit ses effectifs augmenter d'année en année et cette industrie, ainsi que la transformation des produits de la pêche, devraient permettre aux femmes de jouer un rôle plus déterminant dans la société à l'avenir, surtout dans les pays en développement.

Les ressources halieutiques se régénèrent naturellement. Une exploitation durable est donc possible, à condition de gérer ces ressources de manière appropriée. Or, dans les pays en développement, l'expansion de l'industrie de la pêche intervient de façon anarchique et conduit à l'épuisement des stocks de poissons et à l'extinction de certaines espèces. La diminution des ressources halieutiques a un impact non négligeable sur les conditions de vie des habitants des pays en développement, largement tributaires des produits de la pêche pour satisfaire leurs besoins en protéines animales. Ce phénomène a par ailleurs aggravé la pauvreté ; dans les pays en développement où la dégradation de la situation économique et les guerres civiles ont conduit à une augmentation du chômage, les sans-emploi migrent parfois massivement vers le littoral pour survivre, ce qui entraîne la diminution, voire l'épuisement, des stocks de mollusques et de crustacés.

Tous ces facteurs accélèrent l'appauvrissement des ressources halieutiques. Il est donc indispensable d'instaurer à l'échelle de la planète un cadre de gestion de ces ressources permettant leur

utilisation durable.

**Actions de la JICA**

Compte tenu de la situation, la JICA poursuit des activités de coopération conformément aux quatre stratégies de développement suivantes :

**1) Exploitation rationnelle des ressources halieutiques**

Il est nécessaire de créer une infrastructure de pêche et d'améliorer les équipements et les méthodes de pêche pour éviter de prendre du frai (qui ne deviendra une ressource qu'ultérieurement), afin d'exploiter les ressources halieutiques de manière rationnelle et dans des proportions écologiquement viables. Les techniques de transformation et d'assurance-qualité doivent elles aussi être améliorées, pour que les produits de la pêche soient des aliments plus sûrs. Dans le même temps, il convient de promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources sous-exploitées en augmentant le taux d'utilisation après la capture ou en créant de nouvelles valeurs. L'aquaculture comme source régulière de protéines animales doit également être encouragée.

**2) Protection et gestion des ressources halieutiques**

Afin d'empêcher l'épuisement des ressources halieutiques et de garantir ainsi la pérennité des activités de pêche, il est nécessaire d'élaborer des méthodes de pêche appropriées en se fondant sur une connaissance précise de l'état des ressources. En outre, des mesures doivent être prises en amont pour restaurer et entretenir les milieux aquatiques pouvant convenir à l'alevinage

ou au frai de diverses espèces de poissons. Le lâcher d'alevins fécondés artificiellement est également un moyen efficace pour contribuer à restaurer les stocks.

### 3) Réduction de la pauvreté dans les communautés de pêcheurs

Afin de relever le niveau de vie des personnes travaillant dans le secteur de la pêche et de revitaliser les villages de pêcheurs, la JICA s'emploie à organiser des groupements de pêche, à promouvoir des activités coopératives et à établir un cadre de gestion des ressources sous l'égide des résidents locaux. En sus des activités coopératives, la JICA favorise la diversification des revenus des ménages de pêcheurs. Elle contribue également à valoriser leurs produits par la mise en place de techniques de transformation simples, et elle soutient si nécessaire la pisciculture extensive.

### 4) Développement des capacités

Si l'on veut assurer une exploitation durable des ressources halieutiques, il importe d'améliorer la pêche, la transformation,

l'aquaculture et de réaliser des études sur l'état de ces ressources ; mais il convient également d'intervenir sur le cadre juridique et réglementaire, sur les mesures et systèmes administratifs et sur les activités à l'échelon communautaire, et de mieux sensibiliser les individus à ce problème.

La JICA contribue à renforcer les capacités de ces derniers à résoudre eux-mêmes leurs problèmes et elle développe des ressources humaines de façon à ce que les systèmes, la société, l'organisation et les individus puissent jouer leur rôle, de manière indépendante ou conjointement.



Résidents locaux participant à un atelier organisé par la JICA (Vanuatu)

## Projet de promotion des richesses maritimes dans les villages côtiers au Vanuatu — ÉTUDE DE CAS

Le projet de promotion des richesses de la mer dans les villages côtiers a été lancé au Vanuatu en mars 2006 pour une durée de trois ans. Destiné aux pêcheurs de subsistance qui dépendent de ressources marines et côtières comme les mollusques et les crustacés, les holothuries (concombres de mer) et d'autres espèces animales, ce projet assure la prestation de conseils pour la gestion appropriée de ces ressources, l'objectif étant de permettre leur reconstitution et de mettre en place un système participatif de gestion des ressources côtières. Le projet porte en particulier sur trois espèces – sabot turban vert, ambléminés et tricdanes (ou bénitiers) géants – qui sont non seulement comestibles,

mais qui ajoutent également de la valeur au projet car ils sont appréciés pour leur beauté et utilisés pour confectionner des accessoires. Ce projet prévoit le transfert de technologies de reproduction et de culture à l'Agence des pêches de Vanuatu. Ce transfert s'effectuera en collaboration avec des ingénieurs des Tonga, qui exploiteront les résultats des activités de coopération que la JICA a menées dans leur pays par le passé.

La JICA entend ainsi contribuer à améliorer les conditions de vie des résidents locaux, et elle espère que les régions alentour bénéficieront des retombées des activités de reproduction et de culture.

## Sur le Terrain Sénégal

### Étude sur l'évaluation et la gestion des ressources halieutiques dans la république du Sénégal

Méthode de restauration des ressources marines s'appuyant sur une étude et une évaluation fiables

#### Risque d'épuisement des ressources marines

Les zones côtières du Sénégal, où se rencontrent le courant des Canaries et le courant de Guinée, sont riches en ressources halieutiques ; on y capture plus de 400 000 tonnes de poisson par an. Les Sénégalais sont par conséquent de grands amateurs de poisson. Or, l'appauvrissement des ressources marines s'est accéléré ces dernières années en raison de la pêche excessive.

A l'aide d'un navire de recherche financé par une aide non remboursable du Japon, la JICA a réalisé une étude des ressources marines dans la zone littorale du Sénégal. Les résultats sont alarmants : si les choses restent en l'état, certaines espèces de mollusques, de crustacés et de poissons (serran chèvre et serran tambour) tant appréciées des Sénégalais auront bientôt disparu.

#### Accroître l'intérêt de la population en la faisant participer

Outre l'étude sur les ressources marines, ce projet a choisi cinq villages pilotes pour tester la gestion

au service de la reconstitution de ces ressources. Cette gestion présente des inconvénients pour les pêcheurs, dont la baisse des revenus n'est pas le moindre ; pour des raisons bien compréhensibles, elle n'arrive donc pas à s'imposer au Sénégal (la plupart des tentatives ont échoué jusqu'ici). Face à cette situation, la JICA a mis en œuvre différentes activités s'appuyant sur la participation de la population locale, en vue d'accroître l'intérêt de celle-ci pour la gestion des ressources marines. Ces expériences ont été menées au village de Nianing, l'un des cinq villages pilotes. Par exemple, la pêche est interdite pendant la période de reproduction. Durant cette période, la communauté se consacre à des activités coopératives comme la fabrication de vases en coquillages, dont la vente est génératrice de revenus.

Ces activités remportent un tel succès que le site reçoit la visite de représentants des villages voisins, et que la JICA est assaillie de demandes de

renseignements venant d'autres donateurs. Les journalistes se montrent également très intéressés. Par ailleurs, la Banque mondiale, qui apprécie vivement la méthode de gestion mise en œuvre, a décidé de l'intégrer à ses propres projets. La JICA planifie désormais un projet s'appuyant sur l'envoi de JOCV dans le village de Nianing ; elle devrait ainsi conserver son avance par rapport à la Banque mondiale.

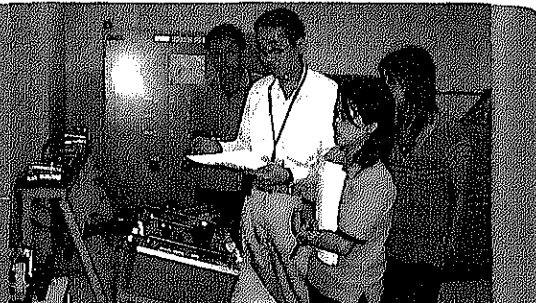
(Bureau de la JICA au Sénégal)



Village de pêcheurs au Sénégal : 17 % de la population active travaille dans l'industrie de la pêche ou dans les industries dérivées.

# Développement économique

Politique économique et finance/Développement du secteur privé/Ressources et énergie



Formation aux essais de sécurité de câbles sur un appareillage spécial (projet d'amélioration des compétences de l'Institut d'électricité et d'électronique de Thaïlande)

## Vue d'ensemble du secteur du développement économique

La coopération dans le domaine du développement économique comporte trois volets : politique économique et financière, développement du secteur privé, ressources et énergie. Les récents débats sur le développement au sein de la communauté internationale soulignent combien il est important de renforcer l'aide dans ces domaines, afin de réduire la pauvreté par le biais de la croissance économique. Il est par ailleurs nécessaire d'examiner les points sur lesquels doivent porter les efforts pour que la sécurité humaine soit prise en compte.

Jusqu'ici, les projets de développement économique ont surtout concerné l'Asie et plus spécialement l'Asie de l'Est, de sorte à renforcer la croissance économique de cette région. Récemment toutefois, on a appelé à des mesures spécifiques susceptibles de dynamiser l'économie pour réduire la pauvreté en Afrique. Pour leur mise en œuvre, il est essentiel de bien combiner l'aide au développement fournie par le secteur public avec les initiatives du secteur privé au niveau des marchés et des échanges.

## Politique économique et financière

### Situation générale

Le renforcement de l'infrastructure budgétaire et monétaire, ainsi qu'une gestion appropriée des mesures économiques, sont indispensables pour une croissance économique durable. Si les mesures économiques ne sont pas mises en œuvre et suivies correctement, l'inflation galopante ou la déflation peuvent entraîner un effondrement budgétaire et monétaire, avec à la clé de graves conséquences sur les biens et le niveau de vie des personnes. Ce genre de situation survient de temps à autre dans les pays en développement. Pour remporter les défis du développement, il est d'abord essentiel de renforcer et de stabiliser les systèmes budgétaire et monétaire, mais aussi d'atteindre la stabilité et la croissance sur le plan macroéconomique, par l'élaboration et la mise en œuvre des mesures politiques appropriées.

Ces dernières années, deux points ont pris une importance toute particulière dans ce cadre :

#### 1) La prévention d'une nouvelle crise financière asiatique

Jusqu'à la crise financière de 1997 en Asie, on parlait pour

les performances des économies de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) de « miracle asiatique ». Cette crise a fait perdre leurs biens et leurs emplois à un grand nombre de personnes dans ces pays. La fragilité des systèmes financiers des pays de l'ANASE a été identifiée comme l'une des causes de la crise financière. On doit donc renforcer ces systèmes si l'on veut éviter de nouvelles crises.

#### 2) La gestion budgétaire

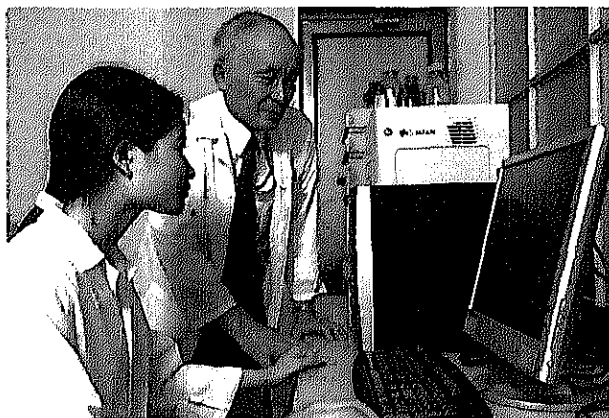
Ces dernières années, les organismes d'exécution de l'aide ont pris conscience de l'importance de la gestion budgétaire dans les pays en développement. Les améliorations dans ce domaine ont pour objectifs d'accroître les revenus et de garantir une affectation de ressources suffisante dans les domaines stratégiques, comme la réduction de la pauvreté, mais aussi d'assurer que les fonds sont utilisés de manière efficace et rationnelle, tout en maintenant l'ordre budgétaire.

### Actions de la JICA

La coopération technique de la JICA dans le secteur de la politique économique et financière a traditionnellement été axée sur la transmission de savoir-faire, avec notamment la présentation des systèmes et politiques budgétaires et monétaires du Japon. Deux événements intervenus dans les années 1990 ont toutefois amené l'Agence à approfondir sa politique de soutien dans ce secteur. Le premier concerne le passage des anciens pays socialistes à une économie de marché vers la fin des années 1980 et le début des années 1990. Cette transition s'est traduite par des changements radicaux au niveau des politiques économiques, systèmes et organisations. Soutenir cette évolution s'est avéré une priorité essentielle pour l'APD du Japon.

Le second événement est la crise financière asiatique de 1997. Depuis, la JICA a renforcé son soutien à la consolidation des systèmes financiers et contribué pour ce faire à la modernisation des institutions et à la valorisation de ressources humaines.

Dans ce contexte, la JICA apporte l'aide suivante dans le secteur de la politique économique et financière :



Expert expliquant comment utiliser le système qui sert à analyser les produits d'importation tels que les aliments et les médicaments (renforcement des capacités de la formation d'instructeurs pour la modernisation de l'administration des douanes au Vietnam).  
Photo : Katsumi Yoshida

- 1) **Renforcement et stabilisation des systèmes budgétaires** (renforcement des capacités dans les domaines de la fiscalité et des douanes, renforcement des capacités dans le domaine de la gestion budgétaire et de la gestion de la dette)
- 2) **Renforcement et stabilisation des systèmes financiers** (renforcement des fonctions d'intermédiation financière, développement du marché financier, renforcement des capacités dans le secteur de l'administration et de la supervision financières, modernisation des systèmes financiers pour les petites et moyennes entreprises [PME])
- 3) **Développement de l'infrastructure de gestion macroéconomique** (modernisation des statistiques économiques, aide à la création de modèles macroéconomiques

et élaboration de lois économiques)

Parmi ces domaines, c'est dans le secteur des systèmes budgétaires (fiscalité et douanes plus particulièrement) que le nombre de projets est le plus grand, avec approximativement 50 % de la totalité d'entre eux ; viennent ensuite les projets dans le domaine des systèmes financiers avec 30 % de l'ensemble.

Les pays de l'ANASE et de l'Asie de l'Est entrent pour 80 % des régions ciblées par la coopération dans le domaine de la politique économique et financière. Récemment toutefois, on assiste à une tendance au renforcement des efforts dans la région Afrique, principalement dans le domaine de la gestion budgétaire.

## Renforcement des capacités institutionnelles en Malaisie

## ÉTUDE DE CAS

Dans le cadre de ce projet (2004-2005), la JICA a aidé la Banque de développement et d'infrastructure de Malaisie (Bank Pembangunan Dan Infrastruktur Malaysia Berhad, BPIMB) à améliorer ses systèmes de gestion de projets et ses systèmes de gestion de risques, ainsi que ses institutions de financement des infrastructures, et aussi à augmenter les capacités de la banque en renforçant les compétences du personnel. La coopération comportait plusieurs volets : le renforcement des capacités du système de gestion des risques en matière de financement, l'acquisition de compétences en matière d'évaluation des risques liés aux projets, la mise en place d'un système de formation et l'appui à l'élaboration d'un plan de restructuration organisationnelle.

Pour ce projet, des experts en mission de courte durée, appartenant pour la plupart à l'Institut de recherche économique japonais (Japan Economic Research Institute, JERI), mandaté par la JICA, ont été envoyés à diverses reprises pour organiser des ateliers et des séminaires, et travailler parallèlement en collaboration avec leurs homologues malais. Le développement de ressources humaines a été activement assuré grâce à l'accueil de participants à des formations techniques au Japon et à des cours d'enseignement à distance via JICA-Net. La BPIMB a l'intention de poursuivre plus avant le développement de ses capacités en s'appuyant à l'avenir sur les résultats du projet.

## Développement du secteur privé

### Situation générale

Cette approche de la coopération permet de contribuer au progrès économique des pays en développement grâce à la vitalité du secteur privé. Le fait de soutenir ce dernier peut stimuler la croissance économique, accélérer la réduction de la pauvreté et améliorer le niveau de vie dans les pays en développement. Si le secteur privé ne connaît pas un accroissement d'activité économique, la baisse de l'emploi entraîne une baisse des revenus et par suite, la persistance de la pauvreté. Le développement du secteur privé est aussi très important en termes de recettes fiscales. Que ces dernières ne soient pas assurées et les contraintes budgétaires font que l'État est dans l'incapacité de répondre de manière satisfaisante aux problèmes dans divers secteurs, comme l'éducation, l'aide sociale, la santé et les soins médicaux.

L'établissement et l'entrée en activité d'entreprises privées se traduit généralement par certains avantages. Ainsi, la création de possibilités d'emploi pour les habitants de villages reculés entraîne une augmentation des revenus des ménages. Dans les zones urbaines, le développement de diverses industries s'accompagne d'une extension de l'activité économique grâce à la croissance des exportations, des importations et des investissements. Dans le contexte commercial actuel de mondialisation de l'économie, il est par ailleurs nécessaire d'améliorer la compétitivité industrielle des pays en développement.

L'accélération du développement sous l'impulsion du secteur privé amplifie l'activité économique et crée des emplois, relève les revenus et améliore le niveau de vie.

L'objectif des activités de la JICA en faveur du développement du secteur privé est de faire le point sur le rôle des gouvernements et d'apporter un soutien qui permette aux pays en développement d'exploiter la vitalité de ce secteur et de favoriser ainsi la croissance économique, bénéfique non seulement pour le secteur privé mais aussi pour la société toute entière de ces pays.

### Actions de la JICA

Les actions de coopération en faveur du développement du secteur privé sont axées sur l'Asie de l'Est, qui a connu un développement économique exceptionnel ces dernières années. Elles mettent l'accent sur la revitalisation des principaux acteurs que sont les entreprises privées et sur l'instauration d'un environnement propice à ce processus. Cette politique est déterminée par les facteurs suivants : passage d'une structure économique fondée sur le secteur public à une structure axée sur les activités économiques du secteur privé ; besoin toujours plus fort de réponses face à la mondialisation de l'économie, suite à l'extension régionale d'une relation horizontale de dépendance économique, avec notamment l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les accords de partenariat économique (APE). Ce mouvement s'est étendu depuis l'Asie de l'Est et l'ANASE vers l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique, une région au sujet de laquelle la troisième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD III) a déclaré combien la croissance économique était importante pour réduire la pauvreté et à qui la JICA a fourni une aide appropriée.

Dans de nombreux pays en développement confrontés à divers problèmes dans les domaines de la santé, de l'éducation de base et de l'infrastructure économique et sociale, le retour à la stabilité passe obligatoirement par la garantie d'emplois nouveaux et notamment le soutien aux PME et à l'esprit d'entreprise. On pense que, dans de nombreux pays, les émeutes et les conflits ethniques proviennent de graves troubles sociaux causés par la perte d'emplois. Si l'on ne parvient pas à résoudre ces troubles, il est impossible de rétablir la stabilité dans les communautés régionales, et par conséquent, les efforts pour résoudre les problèmes d'emploi s'avèrent toujours plus importants.

Partant de ce constat, la JICA a travaillé sur la stabilité de l'infrastructure sociale et économique, notamment sur la garantie

de nouveaux emplois, la correction des écarts de revenus entre régions, le respect de l'équilibre homme-femme, ainsi que le renforcement de la compétitivité des PME et le soutien de l'esprit d'entreprise.

### Échanges et investissements

Pour faire face à la mondialisation de l'économie et pour stabiliser et consolider les partenariats économiques, il est essentiel de promouvoir les échanges et les investissements. Ces derniers constituent le fondement de la vie économique. L'aide apportée dans ces domaines concerne principalement la mise en place d'un cadre institutionnel (avec notamment un renforcement du cadre juridique pertinent et l'établissement de fondements institutionnels servant de base à la promotion des échanges et des investissements), le renforcement organisationnel et institutionnel des organes d'exécution (à savoir les agences de promotion des échanges et des investissements dans les pays en développement) et le développement des ressources humaines (autrement dit, le renforcement des capacités du personnel opérationnel).

Au cours de l'exercice 2005, la JICA a mis en œuvre des projets de coopération technique axés sur les agences de promotion du commerce (centre de formation commerciale, par exemple) en Indonésie et en Égypte. L'Agence contribue également au renforcement des capacités des agences de promotion des investissements (ministère de la Promotion des Investissements en Europe de l'Est et dans les pays de l'ANASE) par l'envoi d'experts individuels.

De plus, il est fondamental d'instaurer les conditions propices aux échanges et aux investissements afin d'assurer leur développement stable.

Dans ce cadre, l'Agence soutient l'amélioration des systèmes et des capacités des agences et du personnel responsables du capital intellectuel en Chine et dans les pays de l'ANASE en vue de préserver les compétences humaines essentielles. Elle participe à l'amélioration des capacités des agences et du personnel, ainsi qu'à la mise en place de structures administratives, pour établir un système d'agrément normalisé, condition indispensable à la promotion des échanges (harmonisation des normes d'identification et renforcement des capacités d'inspection). Dans le cadre de la coopération relative aux systèmes juridiques permettant d'instituer un climat économique sain, la JICA fournit aux pays de l'ANASE une aide au renforcement des capacités d'application des lois sur la concurrence et la comptabilité.

En outre, bien que la coopération en matière d'échanges et d'investissements ait été jusqu'ici mise en œuvre surtout en Asie, la JICA a décidé de promouvoir les échanges en Afrique grâce à la coopération Sud-Sud, afin d'utiliser dans ce dernier continent l'expérience acquise en Asie.

### Tourisme

La JICA détache des experts auprès des agences de promotion du tourisme de nombreux pays en développement, afin de renforcer les politiques et systèmes touristiques de ces derniers. Ainsi, un projet de coopération technique a été lancé en Jordanie en vue de promouvoir un tourisme communautaire fondé sur l'amélioration de la gestion des musées.

### Développement des PME et promotion de la technologie industrielle

Les pays en développement souffrent d'un déficit de ressources humaines capables de prendre en mains leur industrie et les politiques et systèmes susceptibles de stimuler les PME sont insuffisamment développés. Cette pénurie de compétences est un obstacle à la construction d'un savoir technique dans le secteur de la production et de la gestion. Ce manque d'expertise a entravé la croissance des PME et l'essor de nouvelles entreprises. Pour surmonter ces obstacles, parallèlement aux progrès réalisés grâce aux mesures de soutien des PME prises par les pouvoirs publics des pays en développement, il convient de formuler des politiques de développement des PME et de mobiliser des ressources humaines pour mettre en œuvre ces politiques.

Dans une région comme l'Afrique subsaharienne, sans aucune industrie, la promotion de l'esprit d'entreprise, à travers le développement de la communauté régionale, avec à titre d'exemple « Isson Ippin Undo » (campagne « Un village, un produit ») ou « Michino Eki » (« Relais routier »), qui sont plus des micro-entreprises que des PME, crée des emplois localement, contribue à soutenir les femmes entrepreneurs et aide à corriger les disparités de revenus au plan régional.

Parallèlement, il est important pour les pays en développement



Les groupes des différentes communautés participant à la campagne « Un village, un produit » présentent tous une spécialité locale lors de la cérémonie de clôture de la formation (Malawi).

## Coopération technique japonaise dans le cadre du projet de développement des institutions et des ressources humaines pour le programme « Un village, un produit » au Malawi

### ÉTUDE DE CAS

Afin de conduire au Malawi la campagne « Un village, un produit » (OVOP), qui avait pris naissance lors d'ateliers organisés dans la préfecture d'Osaka au Japon, la JICA a lancé en 2005 un projet visant à soutenir le Secrétariat de l'initiative OVOP (installé au sein du gouvernement du Malawi en 2003). Piloté par le président du Malawi en personne, le Secrétariat organise des activités de promotion avec deux objectifs : d'une part, améliorer la qualité des spécialités locales des différentes communautés rurales, en faisant appel à leur originalité et à leur ingéniosité, notamment par le biais d'améliorations des techniques de transformation, et d'autre part, étendre les canaux de distribution pour ces produits

attractifs, et améliorer ainsi les revenus des citoyens. Cette tentative vise à faire participer les citoyens spontanément et activement aux activités économiques, en vue de parvenir à un développement économique d'initiative citoyenne.

Dans le cadre de ce projet de coopération technique, la JICA travaille en collaboration avec le Secrétariat à la mise en place d'une structure destinée à promouvoir l'initiative OVOP, mener des campagnes pour propager le concept et fournir une assistance technique aux différents projets communautaires. Un JOCV a rejoint les communautés pour faire en sorte que l'initiative évolue bien avec la participation de la population locale.

**Aide à la revitalisation de l'industrie textile**

**Un défi pour des volontaires seniors avec une grande connaissance du terrain**

**Déclin du royaume du textile en Syrie**

Combien de personnes savent que la Syrie, pays déterminant dans la paix au Moyen-Orient, était il y a un siècle le royaume du textile et que ses produits avaient pour nom damas, un mot évoquant des vêtements de qualité exceptionnelle ?

Avec l'avènement d'un gouvernement socialiste il y a environ 40 ans, toutes les grandes sociétés textiles syriennes ont été nationalisées et remplacées par un système de production en série de produits bon marché. Ce système est aujourd'hui dépassé et l'industrie textile syrienne, qui a perdu sa compétitivité, est en déclin. Toujours est-il que la Syrie produit des matières naturelles de bonne qualité

comme le coton ou la laine et qu'elle dispose de deux avantages, à savoir une étroite proximité avec le marché européen et la réputation d'avoir été par le passé un pays avant-gardiste en matière de textiles. Avec une stratégie appropriée et des compétences d'encadrement, il ne devrait pas lui être impossible de retrouver sa gloire passée.

Dans ce contexte, la JICA a détaché trois volontaires seniors auprès d'une école des techniques textiles (coordination, couture et filage), un autre auprès de la chambre de commerce et d'industrie locale (vente de textiles à des sociétés privées) et un autre encore auprès du ministère de l'Industrie (conseiller en matière de politique textile auprès des organisations gouvernementales), afin de soutenir la revitalisation de l'industrie textile.

**Mise à profit des expériences de professionnels disposant d'une solide connaissance du terrain**

Ces volontaires seniors ont joué un rôle clé dans la tenue du premier séminaire de l'industrie textile à Damas, en mars 2006. Lors de cette manifestation, les volontaires seniors détachés auprès des secteurs public, privé et éducatif ont analysé

la situation actuelle de l'industrie textile syrienne et ses problèmes ; ils ont présenté une stratégie et un plan d'action s'appuyant sur les atouts de la Syrie pour les professionnels du textile. Le séminaire s'est révélé utile, car les professionnels présents ont pu s'appuyer sur un plan d'action spécifique.

D'autres donateurs, dont l'Union européenne, signalent l'importance d'une réforme de l'économie lors de divers forums et présentent des stratégies, qui restent assez vagues et ne donnent pas d'orientation claire en termes d'action. Cela n'a toutefois rien de surprenant, car nombre de ces experts sont des responsables de la planification à l'échelon politique et non des professionnels de terrain. Le point fort de la JICA, c'est d'avoir des professionnels connaissant bien le terrain à divers échelons, de la base aux niveaux politiques les plus élevés. Ce n'est pas d'une politique très élaborée dont la Syrie a besoin, mais plutôt des capacités et du savoir-faire requis pour la mettre en œuvre.

« Exploiter l'expérience du Japon, où l'industrie textile a jadis sauvé la nation » : le défi des volontaires seniors pour revitaliser l'industrie-têe en Syrie est posé.

(Bureau de la JICA en Syrie)



Volontaire senior discutant de marketing dans une société textile

de promouvoir les techniques industrielles, car cela leur permet d'élargir l'éventail des opportunités d'affaires et de renforcer la concurrence par l'innovation technologique. Ils sont nombreux à considérer cela comme une responsabilité nationale et à avoir créé des installations d'essai et des laboratoires officiels pour les technologies de base ; il reste toutefois encore à trouver et à former les ressources humaines qui travailleront dans ces institutions. Dans les pays à un stade de développement plus avancé, la coopération avec les instituts nationaux de recherche s'intensifie concernant les recherches techniques d'un niveau relativement élevé. C'est par une coopération de ce type que la JICA contribue à la création de systèmes répondant aux besoins techniques locaux.

**Stimulation des entreprises périphériques**

La présence de PME périphériques, qui fournissent des pièces

et des composants, est essentielle au soutien de secteurs tels que la production automobile ou la fabrication d'appareils électriques. L'accroissement des capacités techniques de ces PME est très important pour les pays en développement et la JICA leur apporte un soutien actif.

Ce soutien est destiné à favoriser le développement des industries périphériques dans les pays en développement, à stimuler les investissements à l'étranger et à consolider les grandes compagnies, et conduire ainsi à une croissance économique durable. Dans ce contexte, les grandes compagnies augmentent leurs achats à l'étranger, ce qui relance indirectement les opportunités d'affaires sur le marché. Parallèlement, cela favorise l'extension des industries périphériques et l'accroissement des possibilités d'emploi dans les pays en développement.

**Ressources et énergies**

**Situation générale**

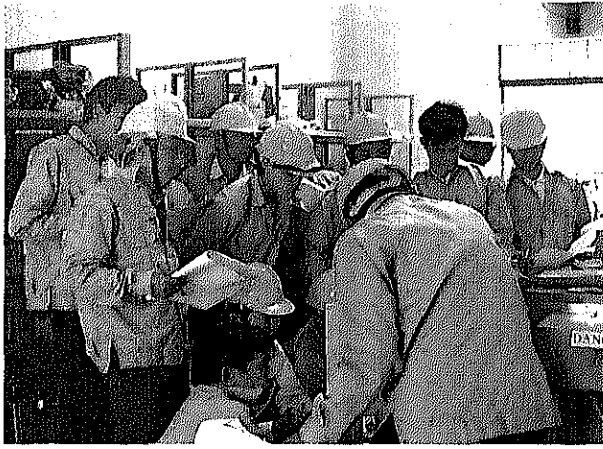
L'énergie est un élément d'infrastructure indispensable pour l'amélioration du niveau de vie et pour le développement de l'industrie et des différentes branches de l'économie au niveau national. Tous les pays s'efforcent de parvenir à un approvisionnement électrique de qualité, régulier et à bas coût. En outre, les richesses minérales et les ressources énergétiques telles que le pétrole ou le charbon sont d'importantes sources de devises

étrangères et une source de développement économique dans les pays en développement ; l'exploitation et la gestion durables de ces richesses revêtent par conséquent une importance croissante.

**Approvisionnement électrique et énergies renouvelables**

Par le passé, la coopération dans ce domaine était surtout axée sur des études de faisabilité portant sur la construction de centrales





Formation à la maintenance et à la gestion d'une centrale électrique à l'aide d'un simulateur (projet de formation des instructeurs dans le secteur de l'énergie électrique au Vietnam)

et autres installations électriques, et sur la formation du personnel d'exploitation.

Cette démarche avait pour but de faciliter le développement des ressources d'énergie électrique dans les pays en développement. Plus récemment toutefois, on assiste au niveau mondial à une évolution vers une réforme du secteur énergétique et, dans certains pays en développement, le secteur privé joue aujourd'hui un rôle prépondérant sur le marché de l'énergie, anciennement dominé par le secteur public, notamment les compagnies nationales d'électricité. Le rôle des gouvernements a changé, passant de la mise en œuvre directe de projets d'approvisionnement en énergie électrique à la fourniture de conseils sur la manière d'assurer la meilleure exploitation possible des ressources d'énergie électrique et à la mise en œuvre de mesures pour garantir l'accès à un approvisionnement électrique fiable et économique. La JICA a répondu à ce changement par une réorientation de sa coopération. Elle accorde désormais en priorité son aide à l'élaboration des politiques et au renforcement des institutions.

Dans les pays en développement, il est souvent plus économique d'aménager des mini réseaux isolés utilisant les énergies renouvelables pour électrifier les zones rurales non encore desservies, plutôt que d'étendre les lignes de transmission d'énergie et les réseaux de distribution. L'intérêt pour les sources d'énergie renouvelables n'a cessé d'augmenter ces dernières années et un recours accru à ces formes d'énergie est même souhaitable au vu des problèmes environnementaux mondiaux ou de la nécessaire diversification et conservation des ressources énergétiques, si l'on veut réduire la dépendance excessive par rapport aux combustibles fossiles.

### Économies d'énergie et industries extractives

La demande énergétique s'est accrue ces dernières années, particulièrement dans les pays en développement. Cette tendance a fait apparaître divers problèmes au niveau mondial, notamment la raréfaction de ressources énergétiques vitales pour l'économie, telles que pétrole, charbon et gaz naturel, et le réchauffement de la planète, consécutif aux émissions de gaz à effet de serre résultant de la combustion de ces mêmes ressources. La dépendance par rapport aux importations d'énergie a par ailleurs créé des problèmes pour certaines nations. Ce sont par exemple les incidences du prix du brut sur les économies nationales et l'incapacité à maintenir un approvisionnement stable en cas de crise.

Les économies d'énergie semblent constituer l'une des démarches les plus efficaces face à ce type de problèmes. Pour les pays en développement, l'expérience du Japon est extrêmement intéressante : c'est en effet le pays qui a le mieux traversé les deux

crises pétrolières en réalisant les plus grandes économies d'énergie au monde.

Les richesses minérales sont essentielles aux activités économiques et devraient jouer à l'avenir un rôle toujours plus important dans la croissance économique des pays en développement. De plus, les incidences économiques et sociales du développement des industries extractives sont très vastes sur le pays ou la région ciblée : création de nouvelles industries, renforcement de l'infrastructure socioéconomique et développement économique des régions en marge. Pour parvenir à exploiter les richesses minérales d'une manière harmonieuse et favorable au développement durable des pays en développement, il faut que les secteurs public et privé adoptent conjointement une démarche globale accompagnée de diverses mesures : facilitation de l'exploration minière, formation de personnel technique, établissement d'une documentation sur l'industrie minière, développement de l'infrastructure, élaboration de lois concernant les investissements étrangers et soutien de mesures de lutte contre la pollution minière.

### Actions de la JICA

#### Énergie électrique

La consommation d'électricité augmentant proportionnellement à la croissance économique, un approvisionnement régulier en énergie électrique est indispensable pour parvenir à un développement économique durable. L'électricité est essentielle à l'amélioration de la qualité de vie des gens. Aussi, lorsque l'on participe à l'électrification rurale d'un pays en développement, il convient de renforcer les capacités des organisations gouvernementales de ce pays et de respecter les considérations sécuritaires des résidents locaux, qui sont les bénéficiaires de ces mesures. L'apport d'énergie électrique devrait améliorer les services médicaux et éducatifs, et par conséquent la qualité de la vie ; il devrait aussi contribuer à réduire la pauvreté et à corriger les écarts entre zones urbaines et rurales au sein d'une même région. L'électricité joue donc un rôle extrêmement important et l'aide s'avère absolument nécessaire.

Dans le domaine de l'électricité et de l'énergie, la coopération de la JICA s'est limitée jusqu'ici à des études de faisabilité sur la construction de centrales électriques et autres installations de production d'électricité afin de favoriser le développement des ressources d'énergie électrique dans les pays en développement et la formation de personnel capables d'assurer la maintenance et la gestion de ces installations.

Comme indiqué plus haut, le contexte de réforme du secteur énergétique à l'échelon mondial a ces dernières années redéfini le rôle des gouvernements des pays en développement qui se préoccupent dorénavant d'élaborer des politiques visant à garantir un approvisionnement énergétique régulier grâce au secteur privé. En conséquence, la coopération de la JICA concerne d'une part le soutien à l'élaboration de politiques, notamment des plans de développement de l'énergie électrique et d'autre part le développement institutionnel, essentiellement les normes technologiques en matière d'énergie électrique.

En outre, suite à l'intérêt accru suscité par les questions énergétiques après la flambée des prix du pétrole et l'extension de la demande énergétique dans le monde, notamment dans les pays en développement, la JICA apporte désormais son appui à l'élaboration de politiques globales en matière d'énergie.

Deux questions prioritaires devront être traitées à l'avenir dans les domaines énergétiques : l'approvisionnement régulier en énergie pour garantir un développement économique durable et la promotion de l'électrification rurale dans le respect de la sécurité humaine. Dans ce cadre, la JICA prévoit de fournir une aide efficace et rationnelle, tout en continuant de participer à l'aménagement de

l'infrastructure électrique en parallèle.

La JICA souhaite en outre renforcer le principe des démarches par pays et par problème, ainsi que les approches par programme. Elle prévoit d'élaborer et de mettre en œuvre des projets respectueux de l'environnement, conformes à ses *Lignes directrices relatives aux considérations environnementales et sociales* (voir p. 84), en coordination avec les organisations concernées.

### Ressources et économies d'énergie

Les efforts de coopération dans les domaines de la préservation des richesses minérales et des économies d'énergie sont axés sur les activités menées dans le cadre de trois secteurs que sont l'exploitation minière, les énergies renouvelables (notamment les nouvelles énergies, telles que le solaire et le géothermique) et les économies d'énergie :

#### 1) Exploitation minière et recyclage

Pour garantir l'exploitation durable des richesses minérales et des ressources énergétiques dans les pays en développement, la JICA contribue au renforcement des institutions, à la valorisation des ressources humaines et à la modernisation des techniques. Ainsi, une étude destinée au développement de l'information et à l'amélioration des systèmes juridiques en vue de promouvoir les investissements dans le secteur minier a été réalisée au Laos, et un projet de télé-détection visant à améliorer les techniques d'exploration à l'aide d'images satellitaires a été mis en œuvre en Turquie. Dans le domaine des ressources énergétiques, la JICA a lancé une étude de développement visant à lutter contre la pollution des cours d'eau liée à l'exploitation du charbon en Indonésie. Dans

les pays asiatiques qui poursuivent leur développement économique, la quantité de ressources consommées augmente rapidement. Aussi, la JICA a démarré une action de coopération visant à promouvoir l'instauration d'une société économe en ressources et qui privilégie le recyclage en favorisant l'approche des 3R (réduction, réutilisation et recyclage).

#### 2) Énergies renouvelables

Dans ce domaine, la JICA a mené diverses actions, afin de promouvoir le recours à ce type d'énergies, protéger l'environnement mondial et assurer l'électrification des zones rurales isolées de manière indépendante. Au rang des projets récemment mis en œuvre figurent trois études de développement : si les deux premières doivent permettre d'élaborer des plans directeurs pour l'électrification locale à partir de l'énergie solaire et de centrales hydroélectriques de petite taille au Nigeria et au Cambodge, la troisième concerne l'exploitation de la géothermie en Indonésie.

#### 3) Économies d'énergie

Dans ce domaine, la JICA a mis jusqu'ici en œuvre des actions de coopération en utilisant l'ensemble des connaissances et expériences du Japon dans un grand nombre de pays, que ce soit par le biais d'études de développement, de projets de coopération technique et de programmes de formation. L'Agence entreprend actuellement des projets visant à promouvoir les économies d'énergie en Iran et en Pologne. Parmi les autres activités en cours figurent deux projets : l'un vise l'amélioration du rendement de combustion des fourneaux dans l'industrie sidérurgique ainsi que la diffusion de techniques de protection de l'environnement et d'économies d'énergie en Chine.

## Sur le Terrain Pologne

### Projet de Centre Japon-Pologne des techniques de conservation de l'énergie

#### Intérêt accru en Europe pour les technologies d'économie d'énergie dans l'industrie

##### Promotion des industries grâce aux techniques de conservation de l'énergie

Les industries polonaises tentent de se moderniser en s'affranchissant du charbon produit dans le pays. Programmé sur quatre ans (juillet 2004-juin 2008), le projet mené au Centre Japon-Pologne des techniques de conservation de l'énergie (Energy Conservation Technology Centre, ECTC) vise à mettre en place des mesures en faveur de l'environnement grâce à une amélioration de l'efficacité énergétique et des économies d'énergie dans les industries, avec la coopération de l'Université de technologie de Varsovie. Dans le cadre de la coopération japonaise, la JICA a envoyé quatre experts à l'ECTC pour des missions de longue durée. Ces derniers travaillent activement, afin de promouvoir les techniques de conservation de l'énergie, en s'inspirant de la technologie et de l'expérience du premier pays dans ce domaine, à savoir le Japon.

L'ECTC est équipé de matériels de formation, tels que ventilateurs, compresseurs, pompes, purgeurs de vapeur d'eau, brûleurs et chaudières, qui sont tous communément utilisés dans diverses usines, et les participants peuvent expérimenter dans la pratique

comment l'utilisation efficace de tels matériels permet d'économiser l'énergie. Outre la formation, l'une des principales activités de l'ECTC consiste à diffuser des informations sur les économies d'énergie aux industries polonaises.

##### Visite du ministre de l'Énergie de l'Union européenne

Débutés à mi-parcours du projet, les essais en vraie grandeur pour l'industrie ont déclenché une augmentation du nombre de visiteurs. Au Japon, les gestionnaires de l'énergie sont soumis à un système d'accréditation pour promouvoir les économies d'énergie dans les manufactures et les usines de formation semblables à l'ECTC. La Pologne et d'autres pays d'Europe de l'Est, sans parler du reste de l'Europe, ne disposent pas de telles usines de formation. Aussi, le ministre de l'Énergie de l'Union européenne s'est déplacé pour visiter l'ECTC en décembre 2005. Ce dernier aurait décidé de

prendre le temps d'effectuer cette visite malgré un emploi du temps chargé ; parti de Bruxelles pour la journée, il était venu débattre des politiques énergétiques avec le gouvernement polonais. Parmi les autres visiteurs de marque figure un professeur ancien conseiller en énergie auprès du président russe Vladimir Poutine.

Les techniques japonaises de conservation de l'énergie dans l'industrie ne cessent de faire leur chemin en Europe grâce à ce projet.

(Bureau de la JICA et des JOCV en Pologne)



Formation sur du matériel réel à l'ECTC